

CAHIER DES CHARGES - Etude sur les cadres réglementaires et normatifs concernant les opérations de recyclage et les matières plastique recyclées

Direction Economie Circulaire / Service Ecoconception et Recyclage
Rédaction : BRANZEA Diana Georgiana

04/12/2025 – V1

TABLE DES MATIERES

1. Eléments de contexte.....	3
1.1. Les activités de l'ADEME	3
1.2. Contexte de l'étude	3
2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser	4
2.1. Finalités et objectifs	4
2.2. Périmètre et cibles de la prestation.....	5
2.3. Travaux à réaliser	5
2.4. Proposition technique	6
2.5. Livrables de l'étude	7
3. Organisation et pilotage de la prestation.....	8
3.1. Encadrement et suivi de la prestation.....	8
3.2. Calendrier de réalisation des prestations.....	9
3.3. Démarche environnementale	9
4. Annexes	10

1. Éléments de contexte

1.1. Les activités de l'ADEME

Au cœur des missions qui lui sont confiées par le ministère de la Transition écologique, le ministère en charge de l'Energie et le ministère en charge de la Recherche, l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - partage ses expertises, coordonne le financement et la mise en œuvre de projets de transformation dans plusieurs domaines : énergie, économie circulaire, décarbonation, industrie, mobilité, bâtiment, qualité de l'air, alimentation, adaptation et sols.

Elle mobilise les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, et leur donne les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse. Résolument engagée dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, l'ADEME conseille, facilite et aide au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions. Elle met ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter le site de l'ADEME : www.ademe.fr

1.2. Contexte de l'étude

Le règlement européen 2025/40 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages du 19 décembre 2024, introduit des objectifs de contenu en recyclé pour différentes catégories d'emballages à l'horizon 2030 et à l'horizon 2040 (article 7 du règlement).

Il prévoit, dans son article 7(10), cité en intégralité ci-dessous, la publication d'ici au 31 décembre 2026, des actes d'exécution établissant les règles d'équivalence applicables lorsque le contenu recyclé provient de déchets plastiques post-consommation collectés et recyclés dans un pays tiers : « *Au plus tard le 31 décembre 2026, la Commission adopte des actes d'exécution établissant la méthode d'évaluation, de vérification et de certification, y compris au moyen d'audits par des tiers, de l'équivalence des règles appliquées aux cas où le contenu recyclé issu de la valorisation de déchets plastiques post-consommation est recyclé et collecté dans un pays tiers. Cette évaluation tient compte des normes en matière de protection de l'environnement et de la santé humaine, y compris des normes visant à garantir que le recyclage est effectué d'une manière écologiquement rationnelle, et des normes en matière de recyclage de qualité élevée, telles que des normes relatives à l'efficacité des ressources, et des normes de qualité pour les secteurs du recyclage. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 65, paragraphe 2.* »

Cette mesure dite « miroir » a été introduite pour **permettre d'atteindre les objectifs de recyclage** tout en s'assurant que les matières premières recyclées (MPR) importées mises sur le marché dans l'Union européenne, répondent aux mêmes exigences en matière de protection de l'environnement et de la santé humaine que celles produites sur le territoire de l'UE. Plus précisément, cette mesure « miroir » doit permettre de s'assurer que :

- les matières recyclées importées comme celles produites dans l'Union Européenne sont issues d'un recyclage écologiquement rationnel et respectueux de l'environnement et de la santé humaine,

- les matières recyclées sont de qualité suffisante (y compris en termes sanitaires) pour se substituer aux matières premières primaires, et cela indépendamment du lieu de collecte et de recyclage des déchets,
- de conditions de concurrence équitables pour les matières recyclées indifféremment de leur d'origine soient garanties.

Cette mesure miroir pourra également donner la visibilité nécessaire au déploiement de capacités de recyclage dans l'Union Européenne et l'incorporation des matières premières recyclées (MPR) produites par ces capacités, créant ainsi un cadre favorable pour atteindre les objectifs européens sur la réduction des déchets enfouis ou incinérés sur le territoire européen. A cet égard, il est important de mentionner que le règlement européen 2024/1157 du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets prévoit d'interdire les exportations de déchets plastiques pour valorisation vers les pays hors OCDE à partir du 21 novembre 2026 pour une période de 2 ans et demi et les contraint fortement au-delà.

Si les objectifs de contenu recyclé étaient couverts par les seules importations de matières plastiques recyclées, les capacités industrielles de recyclage européennes actuelles et à venir seraient compromises. Par conséquent, l'évitement des impacts environnementaux liés à l'enfouissement et à l'incinération des déchets sur le territoire européen ne serait pas réalisé.

2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis des prestations à réaliser

2.1. Finalités et objectifs

L'étude doit permettre d'identifier les écarts entre le cadre réglementaire européen et extra-européen sur :

- les exigences en matière de protection de l'environnement et de santé humaine concernant les matières premières recyclées (plastique),
- les angles morts du cadre réglementaire par rapport à ces exigences et des systèmes de contrôle de ces exigences, et

et déterminer la possibilité de vérifier, contrôler ces exigences dans le cadre d'une évaluation documentaire et technique d'un audit externe.

Les résultats de l'étude aideront la réflexion sur l'élaboration de règles d'équivalence pour protéger les acteurs économiques européens du recyclage d'une compétition déloyale sur le marché des matières plastiques recyclées. Il s'agit également de garantir aux citoyens des produits sans risque et de protéger l'environnement et la santé humaine dans les pays tiers (hors EU) d'où proviennent les produits importés.

Pour résumer, l'étude à conduire doit permettre de :

- faire un état des lieux du cadre législatif, réglementaire et normatif européen et extra-européen relatif aux matières plastiques recyclées ;
- comparer le cadre européen à celui extra-européen afin d'en identifier les points aveugles ;
- en déduire les règles d'équivalence qui s'appliqueront aux acteurs des pays tiers ;
- évaluer la possibilité de vérifier leur conformité via une évaluation documentaire et technique et par des audits sur site (dans les pays tiers) par des tiers indépendants accrédités par un organisme européen en vue d'une potentielle intégration dans les référentiels de certifications concernant les matières plastiques recyclées ;
- proposer un schéma de certification pour valider la conformité de la matière première recyclée ou les produits importés en incorporant (évaluation initiale et surveillance notamment).

2.2. Périmètre et cibles de la prestation

Périmètre documentaire : Sans que cela soit exhaustif, le périmètre de l'étude est l'ensemble des publications :

- constituant le cadre réglementaire européen concernant les matières plastiques recyclées et les installations de recyclage incluant les exigences pertinentes pour la mesure « miroir » ; des textes sélectionnés dans ce cadre sont présentés en annexe ;
- constituant le cadre réglementaire extra-européen concernant les matières plastiques recyclées et les installations de recyclage incluant les exigences pertinentes pour la mesure « miroir » ;
- concernant les normes et les procédures de contrôle existantes relatives à ces exigences.

Le périmètre de l'étude concerne les textes en vigueur et, les réglementations à venir (par exemple, propositions en cours de consultation, projets de textes en discussion).

Cette liste d'éléments n'est pas exhaustive, le candidat pourra compléter dès son offre le champ des documents et sources de données qu'il envisage d'utiliser pour répondre aux objectifs de l'étude. Cela ne sera pas limitatif pour la réalisation de l'étude : toute autre publication ou source d'information pertinente qui serait identifiée ultérieurement, avant le démarrage ou au cours de l'étude, devra faire l'objet de l'analyse.

Périmètre matériaux : L'étude portera sur les matières plastiques (recyclées).

Périmètre géographique :

L'étude prendra en compte deux périmètres géographiques distincts :

- 1) celui du territoire de l'UE avec un éclairage sur le territoire français ;
- 2) celui du territoire extra-européen correspondant aux pays tiers au sens du cadre législatif européen. A minima il s'agira d'un périmètre restreint (à définir) incluant une dizaine des pays sélectionnés selon des critères pertinents par rapport aux objectifs de l'étude, par exemple, les capacités installées de recyclage et de production de matières plastiques, notamment emballages, les cas de surcapacité, les pratiques de « dumping », etc. Le prestataire devra préciser son raisonnement dans la sélection de pays retenus pour un périmètre d'étude non seulement pour justifier la pertinence du choix mais également de garantir que l'étude aboutisse aux meilleurs résultats possibles.

Périmètre secteurs d'activité : L'étude devra apporter une vision globale sur les acteurs, les parties prenantes concernés par l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle de la traçabilité des matières plastiques recyclées.

2.3. Travaux à réaliser

Cette étude devra commencer par une analyse du contexte législatif, réglementaire et normatif européen actuel et extra-européen dans le but de faire l'état des lieux des exigences en vigueur ou entrant en vigueur dans le futur – horizon 2030 (telles que mentionnées dans des textes existants ou en préparation) concernant les matières plastiques recyclées et les installations impliquées).

L'étude devra ensuite retenir parmi ces exigences celles qu'il est pertinent de faire appliquer en miroir et d'en contrôler le respect dans le cas d'installations basées dans des pays tiers. Au moins trois critères devront être pris en compte :

1. Les exigences doivent couvrir le champ de la mesure miroir, en garantissant notamment la qualité (normes de qualité pour les secteurs du recyclage et les matières recyclées y compris sanitaires), le contenu recyclé et l'origine post-consommation des déchets dont les matières recyclées sont issues, la protection de l'environnement (gestion des déchets résiduels et des eaux usées, émissions aériennes

etc.) et de la santé humaine (santé des habitants, des travailleurs, des consommateurs, sécurité sanitaire, risques industriels etc.).

2. Afin d'éviter un double contrôle, les exigences européennes retenues doivent ne pas être appliquées à date (en théorie et/ou en pratique) dans les pays tiers. Autrement dit, les exigences européennes dont il existe déjà des équivalences dans le droit national des pays tiers et qui sont vraisemblablement appliquées par les installations concernées de ces pays ne sont pas pertinentes dans le cadre de l'étude.
3. Les exigences doivent sembler compatibles avec les réalités de terrain des installations des pays tiers tant pour leur applicabilité que pour leur conformité.

L'offre du candidat exposera de façon détaillée les méthodes et moyens utilisés pour les tâches suivantes :

Tache 1. Étude bibliographique des textes législatifs, réglementaires et normatifs correspondant au périmètre géographique de l'étude.

Le prestataire devra recueillir et analyser l'ensemble des textes pertinents afin d'identifier les exigences en matière de protection de l'environnement et de la santé humaine concernant les matières premières recyclées (plastiques) pouvant faire l'objet de règles d'équivalence. Cette phase de recherche bibliographique doit permettre de mettre en évidence les écarts entre les deux cadres et ne retenir pour la suite des travaux que les exigences qui ne font pas l'objet des vérifications dans les pays tiers (cf. périmètre géographique précisé en section 2.2) dans le périmètre de l'étude. Un rapport sera produit.

Tache 2. Étude de la transposabilité des exigences réglementaires identifiées en critères de certification.

Le prestataire devra vérifier la transposabilité des exigences réglementaires faisant l'objet des écarts entre les deux cadres réglementaires. Cette phase nécessitera une analyse des critères de certification concernant la chaîne d'approvisionnement des matières plastiques recyclées.

Une méthodologie permettant de vérifier la transposition des exigences réglementaires identifiées en critères de certification sera proposée. La proposition devra définir :

- Les informations pertinentes pour vérifier la conformité aux exigences identifiées dans le cadre de l'étude ;
- Les différents acteurs de la chaîne concernés par les exigences retenues ;
- Les différentes méthodologies de vérification et les modèles de contrôles pouvant être utilisés.

Un rapport détaillant la méthodologie proposée et les résultats de cette phase sera élaboré.

Tache 3. Validation de la conformité des critères de certifications retenus.

Le prestataire proposera enfin une méthodologie pour vérifier si les critères de certification proposés lors de la phase précédente peuvent être vérifiés par un process de conformité qui intégrera une phase évaluation initiale (évaluation documentaire et technique et audit) et une phase de surveillance. Pour la réalisation de cette tâche, le prestataire sera chargé d'identifier les parties prenantes et/ou les interlocuteurs pertinents pour recueillir et/ou valider les informations nécessaires. Les informations obtenues lors de cette étape doivent permettre au prestataire d'élaborer, proposer un schéma de certification pour valider la conformité de la matière première recyclée ou les produits importés en incorporant (évaluation initiale et surveillance notamment). Les résultats de cette phase seront détaillés dans un rapport.

2.4. Proposition technique

Dans son offre, le candidat présentera de façon détaillée les moyens et la méthodologie mis en œuvre pour répondre aux objectifs et pour réaliser les différentes tâches de la prestation. La méthode et le calendrier

proposés devront être justifiés. Le candidat veillera en particulier à développer les moyens et ressources envisagés et sa réflexion préalable sur les éléments qui lui semblent pertinents d'apporter pour mener à bien les travaux demandés.

Dans son offre, le candidat proposera :

- Une liste des acteurs qu'il lui semble pertinent de contacter et le nombre d'entretiens envisagés.
- Une description du formalisme pensé pour restituer les principaux résultats des tâches 1, 2 et 3.
- Un planning prévisionnel respectant les conditions décrites dans le chapitre « Calendrier de réalisation des prestations ».

2.5. Livrables de l'étude

Les livrables suivants sont attendus selon le calendrier précisé en section 3.2.:

- Un rapport présentant les résultats des travaux décrites en section 2.3. ;
- Une présentation de l'étude au format PowerPoint en français et en anglais reprenant les principaux résultats de cette étude ;
- Une synthèse type résumé pour décideur-euses au format word (4 pages maximum) en français et en anglais
- Un fichier Excel de suivi des entretiens / acteurs contactés, avec les comptes-rendus des entretiens associés.

Les livrables doivent respecter l'accessibilité numérique comme énoncé ci-dessous.

D'après la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, tous les sites Internet et applications mobiles d'organismes du secteur public doivent être accessibles. Cela comprend l'accessibilité numérique des documents bureautiques (pdf, word, excel, powerpoint...) qui y sont mis à disposition. Le Luxembourg, en application de sa réglementation, a élaboré un référentiel PDF pour servir de socle d'évaluation et d'implémentation pour tous les organismes du secteur public concernés par la loi. Ce référentiel propose un cadre opérationnel de vérification de la conformité aux exigences d'accessibilité. Dès lors, il permet de vérifier qu'un document PDF est conforme aux critères décrits dans la norme européenne EN 301 549 v.3.2.1 pour la Section 10 Non-web documents. Il comporte 46 critères de contrôle. Ce référentiel est édité par le Service information et presse et distribué sous licence CC-BY 3.0 LU. Les sources sont disponibles sur le dépôt GitHub [accessibility-luxembourg/ReferentielAccessibilitePDF](https://github.com/accessibility-luxembourg/ReferentielAccessibilitePDF). En cas de défaut constaté sur ce référentiel, vous pouvez créer un ticket dans ce dépôt.

L'ADEME, dans le cadre de son obligation à rendre accessible son parc numérique souhaite que les prestataires avec laquelle elle travaille montent en compétence sur le sujet de l'accessibilité numérique afin de pouvoir livrer des rapports d'études ou autres support bureautique dans une version accessible. L'ADEME mettra à disposition du prestataire un modèle charté et accessible. Il sera de la responsabilité du prestataire de veiller à utiliser correctement le modèle pour conserver la charte et respecter les critères d'accessibilité.

Nous recommandons de s'appuyer sur le RAPDF luxembourgeois : <https://accessibilite.public.lu/fr/rapdf1/index.html>. Le guide explique les critères et les modalités de test. L'ADEME se réserve le droit de vérifier l'accessibilité des documents fournis.

3. Organisation et pilotage de la prestation

3.1. Encadrement et suivi de la prestation

Le marché est **piloté et coordonné par l'ADEME**.

Le candidat est invité à consulter le projet de marché figurant dans le dossier de consultation comprenant le présent cahier des charges afin de connaître les modalités de réalisation et de validation par l'ADEME de ses travaux.

L'étude sera pilotée par un comité de pilotage (COPIL) constitué par :

- le Service Ecoconception et Recyclage de l'ADEME ;
- un.e représentant.e de la Direction Générale de la Prévention des Risques ;
- un.e représentant.e de la Direction Générale des Entreprises.

Le rôle du comité de pilotage sera de :

- Valider le périmètre de l'étude faisant l'objet de ce marché ;
- Valider la pertinence et fiabilité des sources utilisées dans le cadre de l'étude ;
- Valider les choix méthodologiques proposés par le prestataire ;
- Éventuellement, fournir les études, les articles et les informations qu'il considère nécessaires et pertinentes pour l'étude et l'analyse des informations collectées par le prestataire ;
- Valider les travaux et les résultats intermédiaires ;
- Valider les livrables.

Une réunion de lancement, réunissant le comité de pilotage, sera prévue au démarrage des prestations.

Il est attendu, hors comité de lancement et de clôture, deux comités de pilotage intermédiaires correspondant à la fin des tâches n°1 et n°2.

Une réunion de clôture, réunissant le comité de pilotage, sera prévue pour présenter le rapport final et ses conclusions.

Pour chaque réunion, le prestataire préparera un support (selon le cas, Powerpoint pour la présentation des résultats, Word pour le rapport intermédiaire) qu'il soumettra à l'ADEME au moins 5 jours ouvrés en avance. Le prestataire aura la charge de la préparation des ordres du jour des comités de pilotage, de son secrétariat et de son animation. Un compte rendu de ces réunions sera à réaliser et à fournir à l'ADEME dans les 5 jours ouvrés suivants.

Entre deux réunions de pilotage, des points d'avancement (distanciel), peuvent être organisés entre l'ADEME et le prestataire à une fréquence à ajuster en fonction du besoin où seront discuté l'avancement des prestations, les problématiques rencontrées et les solutions possibles. Le prestataire soumettra à l'ADEME pour approbation l'ensemble des résultats et documents produits pour la réalisation de l'étude.

Le prestataire proposera et décrira ainsi dans son offre une organisation des réunions nécessaires à la prestation au format visio-conférence ou audio-conférence, et si nécessaire en présentiel. Le candidat est informé que toutes les visioconférences de l'ADEME ont basculé depuis mai 2022 sur le service de réunion Microsoft Teams. Le dispositif mis en place au sein de l'ADEME est utilisable avec des systèmes de visioconférence extérieurs à

l'ADEME ou via un logiciel à installer sur ordinateur. A défaut de proposition d'une organisation au moins équivalente, le dispositif mis en place au sein de l'agence sera utilisé.

3.2. Calendrier de réalisation des prestations

La durée totale de la prestation est fixée à 9 mois à compter de la date de notification du marché. Le rapport final provisoire devra être remis dans un délai de 7 mois en prenant en compte une phase de validation de l'ADEME de 2 mois.

Rendu intermédiaire n°1 : Un rapport intermédiaire est attendu à T0 + 4 mois.

Rapport final intégrant les résultats des travaux décrites réalisés en section 2.3 finalisé et validé est attendu à T0 + 7 mois en version provisoire, T0 + 9 mois en version définitive.

Le candidat proposera un planning de travail permettant de respecter ce calendrier.

3.3. Démarche environnementale

Le candidat exposera la démarche et/ou les actions concrètes qui seront mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes de la prestation dans le cadre de ce marché. Les éléments avancés pour répondre à cette exigence environnementale devront être liés à l'objet du marché et devront être étayés par des éléments probatoires ; et plus particulièrement :

- Pour les échanges numériques :

Le candidat exposera la façon dont il a intégré le volet numérique responsable dans le cadre de l'exécution de prestation (exemple : nombre de destinataire des mails réduit, etc.)

Informations : <https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/docs/2022/guide-de-bonnes-pratiques-numerique-responsable-version-beta.pdf>

- Pour la mobilité :

Le candidat démontrera que ses déplacements aux réunions avec l'ADEME ou pour se rendre aux réunions objet de la présente mission seront réalisés en priorité en transports collectifs terrestres (train, bus...) ou transports doux.

- Pour le papier et les impressions :

Le candidat apportera des garanties sur :

- La nature du papier utilisé (papier recyclé) ;
- Les paramètres d'impression (systématisation de l'impression recto-verso, impression en mode brouillon pour les docs provisoires...) ;
- L'usage et la gestion des cartouches d'encre (impression noir et blanc privilégiée, cartouche recyclée...) ;
- La performance énergétique des matériels utilisés, etc.

- Pour les réunions :

En ce qui concerne l'organisation des réunions, le prestataire veillera à fournir des efforts de réduction des déplacements des employés (favoriser la visio-conférence, et à défaut, les transports peu émetteurs de gaz à effet de serre). Dans ce respect, l'organisation des réunions au format visio-conférence ou audio-conférence est à privilégier. Toutefois, si des réunions en présentiel sont nécessaires, lors de ces réunions, le prestataire proscrira l'usage de bouteilles en plastique.

Pour développer son argumentaire, il pourra s'inspirer des pratiques éco-responsables auxquelles l'ADEME adhère.

(<https://presse.ademe.fr/2018/12/pratiques-ecoresponsables-lademe-rejoint-le-reseau-de-partenaires-decofrugal.html>)

4. Annexes

Annexe. Règlementations et normes en matière de qualité, de protection de l'environnement et de la santé humaine concernant les opérations de recyclage et les matières (plastique) recyclées

Rèlements et Directives :

- **Règlement (UE) 2025/40** du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, modifiant le règlement (UE) 2019/1020 et la directive (UE) 2019/904, et abrogeant la directive 94/62/CE
- **Règlement (UE) 2025/351** de la Commission du 21 février 2025 modifiant le règlement (UE) no 10/2011 concernant les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires, modifiant le règlement (UE) 2022/1616 et abrogeant le règlement (CE) no 282/2008, et modifiant le règlement (CE) no 2023/2006 en ce qui concerne le plastique recyclé et d'autres questions liées au contrôle de la qualité et à la fabrication des matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires
- **Règlement (UE) 2022/1616** de la Commission du 15 septembre 2022 relatif aux matériaux et objets en matière plastique recyclée destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires et abrogeant le règlement (CE) no 282/2008
- **Règlement (UE) 10/2011** de la Commission du 14 janvier 2011 concernant les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires
- **Règlement (CE) 1013/2006** du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets
- **Règlement (CE) 1907/2006** du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH)
- **Directive (UE) 2019/904** du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement
- **Directive 2010/75/UE** du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)
- **Directive (UE) 2018/851** du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets
- **Directive 2008/98/CE** du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
- **Directive 94/62/CE** du Parlement européen et du Conseil, du 20 décembre 1994, relative aux emballages et aux déchets d'emballages

Normes :

- **ISO 15270:2008** - Lignes directrices pour la valorisation et le recyclage des déchets plastiques
- **EN 15342 - 15348** - Plastiques - Plastiques recyclés - Caractérisation des recyclats de polystyrène (PS) - EN 15342, de polyéthylène (PE) - EN 15344, de polypropylène (PP) - EN 15345, de poly(chlorure de vinyle) (PVC) - EN 15346 et de poly(éthylène téréphtalate) (PET) - EN 15348
- **NF EN 15343:2007** - Traçabilité du recyclage des plastiques et évaluation de la conformité et de la teneur en produits recyclés
- **NF EN 15347:2008** - Caractérisation des déchets de plastiques
- **NF EN 13437** Emballages et recyclage matière - Critères pour les méthodes de recyclage - Description des procédés de recyclage et schéma de flux
- **ISO 22095:2020** - Chaîne de contrôle - Terminologie générale et modèles
- **ISO 14021:2016** - Marquage et déclarations environnementaux - Autodéclarations environnementales (Étiquetage de type II)
- **ISO 17422:2018** - Matières plastiques - Aspects liés à l'environnement - Lignes directrices générales pour leur prise en compte dans les normes
- **NF 558** - Matières premières de recyclage plastiques
- **ISO 17021** - Évaluation de la conformité - Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management.
- **ISO 17065** - Évaluation de la conformité - Exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services.
- **ISO/TR 21960** - Plastiques - Aspects liés à l'environnement - État des connaissances et méthodologies
- **ISO 14001:2015** - Systèmes de management environnemental - Exigences et lignes directrices pour son utilisation
- **ISO 45001:2018** - Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail - Exigences et lignes directrices pour leur utilisation